Loi n° 99-20 du 8 mars 1999, portant ratification de la convention de coopération dans le domaine de la marine marchande et des ports conclue entre la République Tunisienne et la République Islamique d'Iran (1).

Au nom du peuple,

La chambre des députés ayant adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article unique. - Est ratifiée la convention de coopération dans le domaine de la marine marchande et des ports annexée à la présente loi et conclue à Téhéran le 8 décembre 1998, entre la République Tunisienne et la République Islamique d'Iran.

La présente loi sera publiée au Journal Officiel de la République Tunisienne et exécutée comme loi de l'Etat.

Tunis, le 8 mars 1999.

Zine El Abidine Ben Ali

(1) Travaux préparatoires :

Discussion et adoption par la chambre des députés dans sa séance du 2 mars 1999.

Loi n° 99-21 du 8 mars 1999, portant ratification d'un échange de lettres en date du 19 décembre 1998 entre le gouvernement de la République Tunisienne et le gouvernement de la République Française relatif à un prêt pour le financement d'importations de produits agricoles français (1).

Au nom du peuple,

La chambre des députés ayant adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article unique. - Est ratifié l'échange de lettres en date du 19 décembre 1998 entre le gouvernement de la République Tunisienne et le gouvernement de la République Française, annexé à la présente loi et relatif à un prêt d'un montant de quarante millions (40.000.000) de dollars des Etats Unis d'Amérique pour le financement des importations de produits agricoles français.

La présente loi sera publiée au Journal Officiel de la République Tunisienne et exécutée comme loi de l'Etat.

Tunis, le 8 mars 1999.

Zine El Abidine Ben Ali

(1) Travaux préparatoires :

Discussion et adoption par la chambre des députés dans sa séance du 2 mars 1999.

Loi n° 99-22 du 8 mars 1999, portant approbation de la convention de garantie conclue le 12 janvier 1999 entre le gouvernement de la République Tunisienne et la banque islamique de développement et relative aux conventions de prêt et de vente à tempérament au profit de l'office national de l'assainissement pour le financement du projet d'assainissement du gouvernorat de Kairouan et de la ville de Sbeitla (1).

Au nom du peuple,

La chambre des députés ayant adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article unique. Est approuvée la convention de garantie annexée à la présente loi, conclue à Jeddah le 12 janvier 1999 entre le gouvernement de la République Tunisienne et la banque islamique de développement (BID) et relative :

- au prêt d'un montant de quatre millions (4.000.000) de dinars islamiques accordé par la BID à l'office national de l'assainissement (ONAS) par la convention de prêt conclue entre eux le 12 janvier 1999,

- au mandat donné à l'ONAS pour l'achat au nom de la BID, pour un montant ne dépassant pas dix millions trois cent soixante dix mille (10.370.000) dollars US, d'équipements qui seront vendus audit office, en vertu de la convention conclue entre eux le 12 janvier 1999 et ce, pour le financement du projet d'assainissement du gouvernorat de Kairouan et de la ville de Sbeitla.

La présente loi sera publiée au Journal Officiel de la République Tunisienne et exécutée comme loi de l'Etat.

Tunis, le 8 mars 1999.

Zine El Abidine Ben Ali

(1) Travaux préparatoires :

Discussion et adoption par la chambre des députés dans sa séance du 2 mars 1999.

Loi n° 99-23 du 8 mars 1999, autorisant l'Etat à souscrire à l'augmentation du capital de la société "Montazah Gammarth" (1).

Au nom du peuple,

La chambre des députés ayant adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article premier. - Le ministre des domaines de l'Etat et des affaires foncières, agissant pour le compte de l'Etat, est autorisé à souscrire à l'augmentation du capital de la société "Montazah Gammarth" par une participation en nature d'une valeur de 14.301.180 D consistant en une parcelle de terrain relevant du domaine privé de l'Etat sise à Gammarth d'une superficie de 31 H 78 A 04 C.

Art. 2. - Est soustrait de la participation en nature de l'Etat au capital de la société "Montazah Gammarth" le restaurant Kahlia situé à Monastir dont la valeur est arrêtée à 10.000 dinars.

La présente loi sera publiée au Journal Officiel de la République Tunisienne et exécutée comme loi de l'Etat.

Tunis, le 8 mars 1999.

Zine El Abidine Ben Ali

(1) Travaux préparatoires :

Discussion et adoption par la chambre des députés dans sa séance du 2 mars 1999.